



La Lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 56 Novembre 2014

La Lettre de l'Afrique est une publication mensuelle de réflexion sur l'actualité

Sommaire

Edito

Le français, langue africaine

Autour de la Libye

Francophonie :

Un sommet historique

Tunisie, élection présidentielle : après le premier tour

France Côte d'Ivoire :

Un partenariat privilégié mais non exclusif

Livres

Télégrammes



Autour de la Libye

En Egypte, au Tchad, au Nigeria, au Niger, au Mali et en Tunisie, on constate avec inquiétude que les désordres qui perdurent et s'aggravent en Libye, comportent des risques croissants pour les pays voisins : mouvements de bandes armées, trafic d'armes, liaisons politiques avec des groupes rebelles existants ou pouvant se former dans les pays limitrophes.

Alors que le contrôle effectif des frontières se révèle particulièrement difficile, l'idée mûrit dans certaines capitales africaines périphériques, mais pas dans toutes, que des opérations militaires dans le sud-libyen pourraient donner de meilleurs résultats pour les voisins et contribuer en même temps à la stabilisation de la Libye. Les dirigeants des pays occidentaux politiquement engagés dans la zone, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis sont plus ou moins directement interrogés à ce sujet. Mais ce sont là des questions qui sont loin d'être simples, comme on l'a vu après 2011, c'est-à-dire après la première intervention militaire. □

ÉDITO

Le français, langue africaine

« **L**e français est une langue africaine » a constaté en souriant un des Chefs de délégation participant, le 29 novembre à Dakar, au XV^{ème} Sommet de la Francophonie. C'est vrai dès aujourd'hui où l'on parle beaucoup le français en Afrique, depuis le nord du continent jusqu'à l'équateur. L'espace couvert, au moins trente fois plus vaste que le territoire français, se mesure en millions de kilomètres carrés. Les locuteurs en français y sont plus nombreux qu'en France et représentent 55% des 275 millions de locu-

teurs francophones qui existent dans le monde. L'enseignement du français dans les écoles primaires, les lycées et collèges et les universités touche de plus en plus de jeunes. La création littéraire et audiovisuelle prend de plus en plus d'ampleur. Les média africains de langue française couvrent l'ensemble des pays francophones d'Afrique et ne cessent de se développer.

Dans l'avenir, le français sera encore plus langue africaine, tout simplement par l'effet de la fantastique croissance démographique du continent, et du développement de l'enseignement et de la culture dans les pays francophones d'Afrique. L'Afrique qui compte aujourd'hui un milliard d'habitants, en comptera deux milliards dans trente cinq ans. A cette date la francophonie mondiale comptera 750 millions de locuteurs en français, et au moins 75% d'entre eux seront africains.

SAHEL : APPEL DE L'OTAGE FRANÇAIS AU PRÉSIDENT HOLLANDE

AQMI diffuse, le 17 novembre 2014, une vidéo où l'otage français au Sahel, Serge Lazarevic,

enlevé en novembre 2011, demande au Président François Hollande de tout faire pour le sauver.

Francophonie : Un sommet historique

Le XV^{ème} sommet des chefs d'État et de Gouvernement des pays entièrement ou partiellement francophones, pourra être tenu pour historique. Parce qu'il aura, les 29 et 30 novembre à Dakar, consacré le renouveau de la foi francophone et qu'il aura permis, alors que prenait sa retraite le très remarquable Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'ancien Président sénégalais Abdou Diouf, de lui trouver un successeur capable de reprendre le flambeau et de porter la nouvelle espérance. C'est une femme qui a été choisie : Michaele Jean, canadienne d'origine haïtienne.

nistes dont celui de l'Égypte, et des délégations de haut rang : les pays membres (54), ou associés (3), ou observateurs (20), de l'Organisation Internationale de la Francophonie, étaient bien représentés, offrant ainsi l'occasion à Dakar d'être, comme elle aime et sait le faire, la Capitale idéale et charnelle de la francophonie. Le Président François Hollande y a naturellement été présent du début à la fin, et a eu de très nombreux contacts avec ses homologues.

Un nouveau Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

Madame Michaele Jean vient d'être désignée à Dakar pour succéder à Monsieur Abdou Diouf



en tant que Secrétaire Général de l'OIF. C'est la première fois que ce poste est tenu par une femme. C'est la première fois aussi que la personnalité choisie n'est pas africaine. Certes, Madame Jean est d'origine haïtienne et née en Haïti, ce qui lui donne une forme de filiation africaine. Mais elle est de nationalité

Une belle participation

35 Chefs d'État, de nombreux Premiers Mi-

(suite page 2)

Francophonie : Un sommet historique (suite)

canadienne et appartient donc au monde développé de la Francophonie. Plusieurs Chefs d'État auraient souhaité que l'on reste dans la tradition du sud, à commencer par ceux qui avaient des candidats dont le Mauricien et celui du Congo Brazzaville. D'autres plus nombreux ont accepté de considérer que cette alternance était utile et constituait un bon moyen d'engager davantage le Canada, non seulement dans la francophonie mais pour la francophonie. Chacun s'accorde en outre à considérer que Madame Michaele Jean est une personnalité de grande valeur.

Un cadre stratégique

Le cadre stratégique pour les années 2015-2022, qui a été examiné et adopté à Dakar, insiste sur « la stratégie économique et la stratégie jeunesse de la francophonie ». « La stratégie économique francophone » repose sur l'existence d'un espace économique francophone, au sein duquel le partage de langue française facilite les échanges et la coopération. Au-delà de cet espace proprement dit, il s'agit pour les francophones de renforcer leur présence dans les lieux de négociation et de médiations économiques mondiales. « La stratégie jeunesse francophone » consiste à avoir toujours présentes à l'esprit les aspirations de la jeunesse, et d'intégrer dans tous les programmes de coopération, la participation des jeunes, leur formation initiale et leur insertion dans le monde du travail et dans les activités de création.

Des appels à une action renforcée

Les Chefs d'État et de gouvernement ont tous souligné l'esprit de solidarité qui anime la communauté francophone et les valeurs d'humanisme et de progrès qui sont les siennes. Le Président Hollande a tenu à dire combien la langue française s'inscrivait dans le contexte



Le Chef de l'État ivoirien, M. Alassane Ouattara, a invité « tous les États à faire de la francophonie un vaste ensemble de libre circulation des personnes, des biens et des technologies. »

de la diversité linguistique universelle, et devait s'affirmer non dans le conflit avec les autres langues mais dans le dialogue. Évoquant d'autre part, les récentes interventions militaires françaises au Mali et en Centrafrique, il les a situées dans le combat que mène la France pour la démocratie et contre le terrorisme. Il a appelé tous les pays africains à participer. Avec la plupart des chefs de délégation, il a souhaité que la francophonie prenne toute sa dimension économique, et facilite en toute équité, des échanges et des coopérations profitables pour tous. Le Chef de l'État ivoirien, M. Alassane Ouattara, est allé plus loin en invitant « tous les États à faire de la francophonie un vaste ensemble de libre circulation des personnes, des biens et des technologies. »

Une espérance d'avenir

Au-delà des discours de circonstances, et malgré les frustrations de certains, quelque chose d'important s'est produit à Dakar : les dirigeants du monde francophone y sont apparus, en effet, sensibles à la nouvelle espérance qui depuis quelques temps porte la francophonie. Cette espérance à des sources diverses : certaines relèvent peut-être de la mode médiatique,



mais d'autres, et elles sont principales, sont plus profondes. Parmi les causes du renouveau, il faut inscrire au premier rang les efforts inlassables menés par le Secrétaire Général sortant, M. Abdou Diouf, ancien Président de la République du Sénégal, qui a su convaincre, agir et rassembler.

La question maintenant est de savoir si les pays francophones, à commencer par la France, confirmeront leur volonté et se donneront les moyens financiers et humains d'engager un renouveau de coopération pour la francophonie dans le monde. À Dakar ville symbole, il y avait ces derniers jours de vraies raisons d'y croire. □

Tunisie, élection présidentielle : après le premier tour

Le premier tour de l'élection présidentielle en Tunisie, le 23 novembre 2014, place en tête M. Beji Caïd Essebsi avec 39,46% des suffrages, devant le Président sortant M. Moncef Marzouki qui fait lui aussi un bon premier tour avec 33,43%. Trois autres candidats obtiennent des résultats significatifs : M. Hama Hammami (7,82%), M. Hechmi Hamdi (5,75%) et M. Slim Riahi (5,44%). Les 22 autres candidats réalisent des scores plus modestes, allant de 1,27% pour le mieux loti à 0,07% pour le dernier de la liste.

Un dialogue démocratique et des arguments de circonstance

Le nombre des candidats, soit 27 au total, la diversité qui en résulte dans l'expression des suffrages, la bonne participation (63%), et le déroulement normal de la campagne et du scrutin,

montrent que la Tunisie poursuit son chemin démocratique.

M. Beji Caïd Essebsi, 88 ans, avocat, ancien ministre du Président Bourguiba après l'indépendance, a fait campagne sur le thème de la modernité laïque, en présentant son adversaire M. Moncef Marzouki comme porteur en sous-main d'une idéologie passéiste, où se mêleraient obscurément traditions antilibérales et retours de fièvre islamistes. C'est évidemment forcer le trait et négliger le fait que le Président sortant a conduit avec sagesse la période de transition qui a succédé à la Chute de Ben Ali. C'est oublier aussi que la Constitution démocratique qui régit désormais la Tunisie, n'a pu être élaborée et adoptée qu'avec la majorité alors constituée par le parti musulman Ennahda, dont la préférence va, il est vrai, plutôt au

Chef de l'État sortant. Ennahda, qui de son côté, sans avoir présenté de candidat, a déclaré que si M. Béji Caïd Essebsi était finalement élu, la Tunisie connaîtrait des troubles. En fait, c'est de part et d'autre que la campagne s'est prêtée à des arguments de circonstance, ordinairement éloignés de l'objectivité et dépassant souvent les intentions.

Une dynamique pour le doyen d'âge

La dynamique créée par le premier tour, les alliances déjà déclarées ou prévisibles, et l'espoir de la grande majorité des Tunisiens de pouvoir le plus rapidement possible se concentrer sur la relance du développement économique, vont actuellement dans le même sens. Le second tour de l'élection, fixé au 28 décembre, pourrait ainsi confirmer l'avantage électoral de M. Beji Caïd Essebsi. Le renouveau politique Tunisien serait alors porté par le plus ancien. □

France Côte d'Ivoire : Un partenariat privilégié mais non exclusif

L'exil de Blaise Compaoré en Côte d'Ivoire a attiré l'attention une fois de plus sur la place particulière de ce pays. En effet, dans les crises qui affectent l'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire apparaît au plan régional comme une force politique de première importance et un puissant moteur de développement économique. Les grandes puissances d'Europe, d'Amérique et d'Asie la tiennent pour un interlocuteur fiable. Pour la France elle est historiquement un partenaire privilégié quoique non exclusif.



Un partenaire privilégié

Le Président François Hollande s'est rendu à Abidjan en visite officielle le 17 juillet 2014, en soulignant le prix qu'il attache à la fois aux relations politiques et à la coopération économique entre la France et la Côte d'Ivoire. Le Président Ouattara, ancien cadre supérieur à Paris de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, puis gouverneur de cette institution qui gère le Franc CFA, a un réel attachement pour la France. Elu Président de la République fin 2010, mais ne parvenant pas à convaincre le Président Gbagbo de lui remettre le pouvoir, c'est au Président Sarkozy qu'il doit d'avoir pu effectivement s'installer en mars 2012 à la Présidence ivoirienne. Son épouse est née française en Algérie. Il a de nombreux amis en France, où il est par ailleurs Membre de l'Académie des Sciences d'Outre Mer. Il a rendu lui-même visite à Paris, à quatre reprises au Chef de l'État Français.

La Côte d'Ivoire, 23 millions d'habitants sur un territoire de 323.000 km², est le premier partenaire commercial de la France dans la zone franc : les exportations françaises en direction de ce pays ont dépassé le milliard d'euros en 2013 et continuent d'augmenter, tandis que les importations françaises en provenance de Côte d'Ivoire, en augmentation aussi, se sont élevées à 663 millions d'euros. La France est le premier investisseur étranger en Côte d'Ivoire. 17 000 Français vivent dans ce pays, constituant ainsi la première communauté française en Afrique francophone au sud du Sahara.

Mais non exclusif

Bien entendu le partenariat avec la France n'est pas exclusif. Il l'est d'autant moins que le nouveau chef de l'État ivoirien a aussi de fortes amitiés aux États-Unis, où il a effectué ses études

supérieures, obtenu un doctorat d'état en économie à l'Université de Philadelphie, Pennsylvanie, puis a travaillé comme économiste au Fond Monétaire International (FMI). De fait la politique étrangère ivoirienne poursuit dans sa ligne traditionnelle d'ouverture au monde. Elle s'intéresse ainsi naturellement à ses nouveaux partenaires, dont notamment la Chine, le Maroc, le Brésil, la Turquie, l'Inde et la Corée du sud. De son côté la France entretient historiquement des relations diversifiées et fortes avec les autres pays de la région, à commencer bien entendu par les pays francophones.

Une coopération politique active sur l'Afrique de l'Ouest et au-delà

La Côte d'Ivoire et la France s'intéressent de près à l'Afrique de l'Ouest. La première parce qu'elle en fait partie et qu'elle y tient depuis les indépendances africaines un rôle économique et politique de premier plan. La seconde parce que l'Afrique de l'ouest, majoritairement francophone et déjà fortement peuplée, constitue en Afrique son principal espace de contact et de dialogue global au sud du Sahara. La forte coopération bilatérale qui s'est développée dès 1960 entre la France et la Côte d'Ivoire, a trouvé naturellement une dimension régionale, d'abord au sein de la zone monétaire CFA de la sous région, ensuite à travers les projets d'intérêt régional initiés et conduits ensemble, concernant des secteurs aussi importants que les transports, les télécommunications, l'énergie, et aussi la santé.

Les crises politiques affectant l'un ou l'autre des pays de la zone, ont donné lieu la plupart du temps à une concertation étroite et à des initiatives conjointes entre Paris et Abidjan. Cette coopération politique, qui a été exemplaire du temps du Président Houphouët Boigny, a connu une période difficile dans la deuxième partie de la Présidence Gbagbo, entre 2002 et 2012. Mais elle a repris force dès l'arrivée à cette dernière date, du Président Ouattara. La crise malienne en a fourni une illustration, où l'on a vu Abidjan et Paris ensemble mettre en question les auteurs du coup d'état militaire et pousser au retour d'un pouvoir civil, puis appuyer la mise en place d'une force africaine pour aider l'armée malienne à sécuriser le sud et à travailler au nord à la restauration de l'unité du Pays. Sur la problématique plus large du Sahel aujourd'hui, les convergences sont fortes entre Abidjan et Paris. Et c'est dans un dialogue d'esprit égalitaire que s'échangent les réflexions et prennent corps certaines décisions. Cet esprit de coopération se retrouve naturellement au sein des Nations Unies. □



**Africa Unite !**

Une histoire du panafricanisme

Amzat Boukari-Yabara
Sommes-nous africains ?
Qu'est-ce que l'Afrique ? De cette double interrogation, née au XVIIIe siècle dans la diaspora africaine déportée aux Amériques, a émergé un vaste mouvement intellectuel, politique et culturel qui a pris le nom de panafricanisme au tournant du XXe siècle.

Ce mouvement a constitué, pour les Africains des deux rives de l'Atlantique, un espace privilégié de rencontres et de mobilisations...
...Les mots d'ordre popularisés par les militants panafricains n'ont pas tous porté les fruits

espérés. Mais, à l'heure où l'Afrique est confrontée à de nouveaux défis, le panafricanisme reste un chantier d'avenir, insiste Amzat Boukari-Yabara. Tôt ou tard, les Africains briseront les frontières géographiques et mentales qui brident encore leur liberté.

Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », octobre 2014, 318 pages

ISBN : 978-2-7071-7687-5 - Prix éditeur : 23€

Les Afriques au défi du XXIe siècle : Géopolitiques subsahariennes

Georges Courade. L'Afrique subsaharienne connaît depuis peu une accélération de son histoire. Bénéficiant d'un accroissement de sa richesse, elle s'éveille pour s'affirmer, profitant du basculement géopolitique entamé par l'effondrement du mur de Berlin (1989) et poursuivi

par la montée en puissance des pays émergents contestant avec succès le leadership d'un Occident vieillissant et dépressif...

Comment les Africains vont-ils construire cette deuxième indépendance qui s'annonce et utiliser cet enrichissement pour améliorer leur sort ? Poursuivant la réflexion entamée dans « L'Afrique des idées reçues », ce livre se propose d'explorer avec lucidité les itinéraires possibles des Afriques dans les champs de la géopolitique et de l'analyse sociétale, de l'économie et de l'histoire et dans les représentations qui en sont données. Belin, coll. « Mappemonde », janvier 2014, 320 p. ISBN : 978-2-7011-8372-5. 26 €

**TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES****Burkina Faso–Afrique de l'ouest**

• 5 nov. 2014 à Ouagadougou : Le Colonel Zida, premier Chef de l'État de la transition, reçoit les Présidents du Sénégal et du Nigéria, venus l'entretenir de la question du transfert du pouvoir à une autorité civile et des élections à tenir en 2015.

Burkina Faso

• 12 nov. 2014 : Accord entre militaires et civils, sur une charte de la transition, organisant la remise du pouvoir à de nouvelles autorités civiles : un Conseil National de la Transition de 90 membres, un Chef de l'État intérimaire, et un gouvernement d'union. 16 nov. 2014 : M. Michel Kafando, 72 ans, diplomate de carrière et ancien ministre des affaires étrangères, devient Chef de l'État intérimaire, à la place du Colonel Zida, lui-même nommé Premier Ministre.

Guinée Équatoriale, Maroc, C A N 2015

• 14 nov. 2014 : La Confédération Africaine du Football et le Chef de l'État équato-guinéen annoncent que la Coupe d'Afrique des Nations 2015, que le Maroc renonce à accueillir, se déroulera en Guinée équatoriale du 17 janvier au 8 février 2015.

Côte d'Ivoire

• 18 nov. 2014 : des centaines de militaires manifestent dans plusieurs villes pour réclamer de meilleures soldes, des primes et des avancements. Certains appartiennent à l'armée traditionnelle ayant servi sous le Président Gbagbo et qui s'estime mal traitée ; d'autres appartiennent aux éléments rebelles d'alors et qui ont permis l'arrivée au pouvoir du Président Ouattara, et se considèrent mal récompensés. Le mouvement a pris fin dans les vingt-quatre heures.

Burkina Faso-Cote d'Ivoire-Maroc

• 20 nov. 2014 : L'ex Président Compaoré, qui venait de se réfugier en Côte d'Ivoire, quitte ce pays pour le Maroc.

Tunisie

• 23 nov. 2014 : 27 candidatures pour le premier tour de l'élection présidentielle : M. Béji Caïd Essebi, leader du parti Nida Tounès qui vient d'obtenir en octobre la majorité relative des sièges à l'Assemblée Nationale, arrive en tête avec 39% des voix. Le Président sortant M. Moncef Marzouki arrive second avec 33%. Le deuxième tour est fixé au 28 décembre 2014.

France-Tchad-Niger

• 22-23 nov. 2014 : Le Premier Ministre français, M. Manuel Valls, se rend au Tchad puis au Niger. Il est question de la lutte contre le Djihadisme. Et du dernier otage français au Sahel, M. Lazarevitch, sur la libération duquel le chef de l'État nigérien se déclare optimiste.

France-Guinée

• 28 nov. 2014 : Le Président Hollande se rend à Conakry et y souligne avec chaleur sa solidarité avec la Guinée frappée par le virus EBOLA.

SALON INTERNATIONAL**AFRICA TELECOM PEOPLE****10ème édition****Le rôle des réseaux fixes dans l'évolution du haut débit en Afrique****- 18 et 19 décembre 2014 -****Sofitel Hôtel Ivoire d'Abidjan**